

*Le budget—M. Kristiansen*

Quatrièmement, assujettir les stimulants fiscaux accordés aux sociétés à leurs résultats en matière de reboisement, de recherche et développement et de transformation de la matière première. Établir un fonds destiné à aider les localités à entreprise unique à y attirer d'autres entreprises. Le temps va nous manquer. Même si le gouvernement réagit dès maintenant à cette urgence et commence à s'attaquer au problème, bon nombre de localités devront quand même disparaître car elles seront les victimes de notre négligence passée.

Je prie instamment tous les députés d'examiner le cas des pays et villes qui ont fait mieux que nous et de ne pas essayer de refiler la responsabilité à d'autres.

**M. Ferguson:** Le député a suggéré d'instituer un ministère des forêts au palier fédéral. Étant donné que l'industrie forestière relève de la compétence provinciale, croit-il que les gouvernements provinciaux confieraient cette responsabilité au gouvernement du Canada vu qu'ils n'ont pas très bien réussi à s'occuper eux-mêmes des forêts?

● (1700)

**M. Kristiansen:** Monsieur le Président, je ne prétends pas que le gouvernement fédéral doive se faire céder toute la compétence à cet égard par les provinces. Si le député s'en souvient, lors du débat constitutionnel dans lequel nous étions engagés, mon parti a contribué à faire renforcer l'article qui traitait des prérogatives et des compétences provinciales, et spécialement en ce qui concerne les ressources renouvelables. C'était aux forêts que nous songions entre autres.

C'est sur nous qu'on rejettera la faute à moins que nous ne commençons à prendre certaines initiatives. Je ne crois pas que beaucoup de gouvernements provinciaux s'opposent à la plupart de celles-ci. Toutefois, parmi les propositions que j'ai énumérées, il en est une qui peut présenter quelque difficulté, soit celle qui vise à assujettir les stimulants fiscaux accordés aux sociétés à leurs résultats en matière de reboisement, de recherche et développement et de transformation des matières premières. Mais comme on le faisait remarquer dans le rapport du ministère fédéral de l'Environnement, à moins que nous n'agissions tout de suite, nous devons tirer d'affaires toute la province de Colombie-Britannique dans quelques années. Cela devient une question de choix.

Je sais que lors de ses négociations avec la Colombie-Britannique au sujet du renouvellement de l'entente auxiliaire, le ministre de l'Environnement a adopté la position, que je comprends fort bien, selon laquelle la contribution fédérale dépendrait de la contribution provinciale. Mais nous n'avons tout simplement plus le temps d'attendre. Nous prenons toujours plus de retard. Nous devons affecter plus d'argent à ce secteur dès maintenant. Nous devons prendre les moyens voulus même au risque que les gouvernements provinciaux nous traînent devant les tribunaux pour avoir empiété sur leur domaine de compétence. Cette question aura alors beaucoup plus d'importance sur la scène politique. Nous pourrions ainsi nous gagner peut-être plus d'alliés et pousser certains gouvernements provinciaux à faire leur part. Dans le cas contraire, c'est nous qui devons payer la note. C'est le rapport du gouvernement lui-même qui prévoit que c'est ce qui se passera dans quelques années.

Je sais les difficultés qui se posent, monsieur le Président. Je comprends les questions soulevées par le député. Je crois que la

situation est beaucoup trop urgente pour perdre encore plus de temps.

**M. Jim Peterson (Willowdale):** Monsieur le Président, je suis très heureux de pouvoir participer au débat sur le budget. J'en suis heureux, car après avoir eu l'occasion d'écouter mes vis-à-vis, je ne suis que plus convaincu que ce budget va dans la bonne voie. Que nous ont dit nos vis-à-vis? Depuis quatre ans que je siège ici, je n'ai jamais entendu un tel fatras de critiques et d'observations. En effet, qu'avons-nous appris? Tout d'abord que le gouvernement ne s'était pas occupé du déficit.

**M. Clarke:** Très juste!

**M. Blenkarn:** Tout à fait exact!

**M. Peterson:** C'est exact, comme nos vis-à-vis le disent. Cependant, ils nous accusent d'autre part de ne nous être pas préoccupés du chômage.

**M. Blenkarn:** Très juste à nouveau!

**M. Peterson:** Cependant, il est impossible de résoudre ces deux problèmes en même temps, monsieur le Président.

**M. Blenkarn:** Pourquoi pas?

**M. Peterson:** Je demande à nos vis-à-vis d'établir leur priorité. Il est impossible de nous aligner, comme les conservateurs le voudraient sur la politique économique américaine...

**M. Blenkarn:** Elle n'est pas si mal. Les Américains connaissent un bon taux de croissance et un taux de chômage plus faible que le nôtre.

**M. Peterson:** ... qui consiste à réduire notre déficit et à augmenter nos dépenses militaires tout en créant plus d'emplois pour les Canadiens. Les Canadiens ne sont pas assez stupides pour croire que cela est réaliste.

**M. Blenkarn:** Ni pour vous garder encore bien longtemps. Déclenchez des élections et nous verrons bien.

**M. Peterson:** Le chômage est une question très grave à laquelle nous faisons tous face. Quelles sont les solutions proposées par les conservateurs pour résoudre ce problème? Une réduction du déficit.

Je m'inquiète de l'importance de notre déficit, je dois l'admettre. Si l'opposition avait prétendu que durant les jours heureux des années 1970, alors que nous connaissions des taux de croissance de l'ordre de 4, 5, 6 ou 7 p. 100, nous aurions dû mettre de côté nos fonds excédentaires, nos crédits budgétaires inutiles, pour des jours plus difficiles, je pourrais alors croire en ce qu'ils disent aujourd'hui.

**M. Blenkarn:** C'est vous qui gouverniez à l'époque.

**M. Peterson:** Ce serait n'avoir aucun sens des responsabilités que de réduire le déficit alors que nous traversons la pire récession depuis les années 1930, de triste mémoire, et que le chômage atteint des proportions inacceptables.

Voyons ce que nous avons fait en matière de création d'emplois. Malgré le chômage beaucoup trop élevé, nous avons passablement bien tiré notre épingle du jeu. Nous avons créé plus de 400,000 emplois au Canada dans les 12 derniers mois. Et depuis 1970, c'est nous qui avons fait le mieux à ce chapitre parmi tous les pays industrialisés. Nous avons réussi à faire progresser de plus de 50 p. 100 le nombre de nouveaux emplois. Nous avons été beaucoup plus dynamiques que...